

BULLETIN D'INFORMATION

L'ORGANISATION INDÉPENDANTE INTERNATIONALE ANNONCE LE DÉBUT DE LA DEUXIÈME PHASE DU PROGRAMME 'WORKSHOP' AU CAIRE." ET "LE PRÉSIDENT DU CONSEIL : L'ENTHOUSIASME DES JEUNES À REJOINDRE LE PROGRAMME NOUS A MOTIVÉS À ÉLABORER DES PLANS D'ACTION DANS DIVERSES PROVINCES. PROCHAINEMENT

L'Organisation Indépendante Internationale a annoncé le lancement de la deuxième phase du Programme d'ateliers, ciblant la jeunesse égyptienne dans toutes les gouvernorats d'Égypte. La deuxième phase débute au Caire, avec une série de sessions de formation prévues pour les gouvernorats restants des régions du Nord et du Sud en janvier de l'année à venir.

Le Programme d'ateliers est le premier programme de formation dans le monde arabe et en Afrique qui vise à lutter contre la migration irrégulière en favorisant l'autonomisation économique du travail irrégulier. Le programme vise à atteindre le plus grand nombre de jeunes, hommes et femmes, dans divers domaines, dans le cadre d'une série d'ateliers de formation diversifiés répondant à leurs aspirations et développant leurs compétences et talents. Les programmes de formation comprennent des domaines tels que l'entrepreneuriat, l'artisanat et la formation professionnelle.

Le programme cible les jeunes et les femmes qui ne sont pas actuellement employés et qui manquent d'opportunités de revenus en raison de l'absence d'emploi et de la couverture sociale. La fondation accueille toutes les personnes qui souhaitent développer leurs compétences et bénéficier du Programme d'ateliers, quel que soit leur niveau d'éducation ou leur âge. Les stagiaires sont accueillis, et toutes les opportunités d'apprentissage et de développement sont fournies en mettant à disposition des matériaux et des formateurs qualifiés.

L'inscription au Programme d'ateliers peut être effectuée via le lien suivant.

<https://forms.gle/MhmxLsNUa94t6daf8>



APRÈS LE VOTE DU PARLEMENT FRANÇAIS SUR LA NOUVELLE LOI SUR L'IMMIGRATION, LA GAUCHE FRANÇAISE CONDAMNE LA LOI, LA CONSIDÉRANT COMME UN "VOTE HONTEUX" ET UNE VICTOIRE POUR LE RÉTROGRADATION

Suite au vote du Parlement français sur la nouvelle loi sur l'immigration, avec une majorité de 349 voix pour et 186 voix contre, après un débat intense dans les rues françaises, l'opposition l'a considérée comme une victoire pour l'extrême droite. Malgré l'approbation parlementaire, le projet de loi attend l'examen du Conseil constitutionnel avant son adoption finale. La gauche française a condamné la loi, qualifiant le processus de vote de "vote honteux". Des associations ont critiqué ce qu'elles percevaient comme une "victoire idéologique pour l'extrême droite" et l'ont même qualifié de "texte le plus régressif depuis 40 ans".

Trente-deux agences gouvernementales ont déclaré leur refus de mettre en œuvre certaines de ses dispositions. Des centaines d'immigrants sans papiers sont descendus dans les rues de Paris en coordination avec des groupes d'immigrants illégaux et des marches de solidarité pour protester contre la loi controversée sur l'immigration, exprimant non seulement une demande de leurs droits mais témoignant également des histoires humaines derrière les politiques qui les touchent.

La loi, composée de 100 articles, comprend plusieurs dispositions controversées liées à la régularisation des travailleurs, aux avantages sociaux et au droit à la citoyenneté. Selon Rami Al-Khalifa, professeur de philosophie politique à Paris, le Parlement français a adopté la nouvelle loi sur l'immigration après le rejet de sa discussion par l'Assemblée nationale la semaine dernière, formant une commission répondant directement aux demandes de l'extrême droite.

Al-Khalifa affirme que la nouvelle loi représente un triomphe idéologique pour le parti du Front national, car elle approuve le principe de la préférence nationale défendu par l'extrême droite, signifiant un écart par rapport au principe d'égalité que la République française a soutenu depuis la révolution, en plus de la liberté et de la fraternité.

Il explique que, selon cette loi, la citoyenneté française peut être révoquée aux citoyens doubles en cas d'agression contre un fonctionnaire. De plus, la citoyenneté française ne sera pas accordée à ceux nés en France de parents étrangers avant l'âge de dix-huit ans, et la personne doit demander la citoyenneté, qui sera refusée en cas d'infractions criminelles à son casier judiciaire.

La loi renforce la réglementation sur les immigrants, car l'aide sociale liée aux enfants ne sera accordée qu'après trois ans de travail ou cinq ans en l'absence d'emploi. Les immigrants illégaux ne bénéficieront de la prise en charge gratuite des soins de santé de l'État qu'en cas exceptionnels. Ceux qui cherchent une régularisation doivent travailler pendant une période prolongée avant de demander la résidence légale.

La nouvelle loi considère la résidence illégale comme une infraction punissable, rendant la réunification familiale problématique. La femme d'un résident en France doit apprendre le français et avoir une bonne maîtrise de la langue pour obtenir un visa pour venir en France.

La loi exige également que ceux qui souhaitent étudier en France déposent une somme substantielle de 2 000 euros. Al-Khalifa souligne que la nouvelle loi sur l'immigration mine le principe d'égalité et considère l'immigration et les immigrants comme un problème à limiter et à réduire, ce qui est inexact car les immigrants font partie intégrante de la vie économique de la France.



L'UNION EUROPÉENNE DEMANDE LE RETOUR DE BAZOUM AU POUVOIR AU NIGER APRÈS L'ANNULATION PAR L'AUTORITÉ MILITAIRE DE LA LOI CRIMINALISANT LA MIGRATION ILLÉGALE



Un rapport récent de l'Organisation internationale pour les migrations a averti de nouvelles vagues de migration en provenance du Niger en raison de l'abrogation par la junte militaire de la loi criminalisant le trafic d'êtres humains à travers les frontières. Les migrants de la ville d'Agadez, dans le nord central du Niger, se dirigent vers l'Algérie et la Libye.

Le coup d'État militaire au Niger, survenu le 26 juillet de cette année, a abrogé la loi "Criminalisation de la migration illégale" en novembre. Cette décision suscite des inquiétudes pour l'Organisation internationale pour les migrations et les États membres de l'Union européenne, car ils prévoient une augmentation du nombre de migrants illégaux en provenance du Niger et des pays au sud du Sahara africain.

Le gouvernement algérien a observé une augmentation du nombre de citoyens nigériens ces derniers mois. L'Algérie sert de point de transit pour les migrants illégaux se rendant en Libye, qui est un point de départ pour l'Italie ou la Tunisie, où des bateaux pour la migration illégale mettent le cap sur l'Espagne.

Quant à la loi criminalisant la migration au Niger, elle a été adoptée en 2015 avec le financement du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour l'Afrique, d'un montant d'un milliard d'euros. Ce soutien financier a incité l'Union européenne à demander le retour du président Mohamed Bazoum au pouvoir.

Directeur du Centre africain de la migration : Entre 80 et 120 millions de migrants climatiques en Afrique d'ici 2050

L'Ambassadeur Nimir Najm, Directeur du Centre africain de la migration, a déclaré que le nombre prévu de migrations climatiques en Afrique devrait osciller entre 80 et 120 millions d'ici 2050. Elle a noté que 80% des processus de migration sont des déplacements internes, tandis que le reste se produit entre les pays africains et à travers les mers.

Elle a expliqué que la période récente a été témoin de nombreuses perturbations dans les régions du Sahel et du désert, entraînant d'importantes opérations de déplacement. Dans le sud, des activités terroristes provoquent d'importants déplacements sur le continent africain.

Najm, lors de son entretien télévisé, a ajouté qu'il y a un mouvement significatif à l'intérieur du continent africain en raison de la migration, avec 20% de la migration africaine traversant les frontières à l'intérieur des pays africains et le reste traversant les mers. Cette migration devrait s'aggraver en raison du changement climatique.

Elle a déclaré que les prévisions indiquent une augmentation du nombre de migrations dans la période à venir en raison de la sécheresse et des fortes pluies qui entraînent des inondations de maisons. Elle a souligné la nécessité de sensibiliser à la manière de faire face au changement climatique, suggérant que les zones touchées par les inondations peuvent être cultivées par la suite. Il est essentiel que les gouvernements africains reconnaissent le danger du changement climatique et planifient en conséquence.

Elle a souligné que le déplacement mondial actuel dépasse les 100 millions, et que la plupart de ce déplacement est causé par le changement climatique et les conflits politiques.



10 000 MIGRANTS PAR JOUR À LA FRONTIÈRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE MEXIQUE EMBARRASSENT L'ADMINISTRATION BIDEN

Joe Biden confirme sa disposition à faire des concessions concernant son plan frontalier, tandis que le Président mexicain insiste sur l'augmentation de l'aide et la mise en œuvre d'un plan de développement pour réduire les flux migratoires. La patrouille frontalière américaine a observé l'arrivée quotidienne de 10 000 migrants au cours des derniers mois à la frontière entre les États-Unis et le Mexique, où les forces de l'ordre peinent à faire face à l'augmentation des chiffres en raison du manque de ressources. Cela survient au milieu de rumeurs parmi les migrants arrivant à la frontière américaine sur la possible fermeture de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, en particulier à l'approche des élections présidentielles américaines et de la possibilité du retour de Donald Trump à la Maison Blanche. La patrouille frontalière a intercepté 2,4 millions de migrants d'octobre 2022 à septembre 2023. Face à l'opposition croissante aux politiques d'immigration du Président Biden, l'État du Texas a décidé de fermer les lignes de chemin de fer à Eagle Pass et El Paso en raison du "retour" d'immigrants illégaux entrant aux États-Unis par des trains de marchandises. Les traversées de véhicules à la frontière à Eagle Pass ont également été suspendues depuis le début du mois, ainsi que deux traversées en Californie et en Arizona. La police frontalière a dû éloigner ses équipes des points d'inspection pour se concentrer sur le traitement des entrées irrégulières. Le gouverneur du Texas, un partisan de l'ancien Président américain Donald Trump, a signé une loi lundi permettant à la police de l'État d'arrêter et de déporter les migrants entrant illégalement aux États-Unis depuis le Mexique. La gouverneure de l'Arizona, Katie Hobbs, une démocrate, a annoncé l'envoi de la Garde nationale à la frontière de l'État pour la protéger des migrants et assurer la sécurité de ses citoyens. Le Secrétaire d'État Antony Blinken et le Secrétaire à la Sécurité intérieure Alejandro Mayorkas sont prévus pour une visite au Mexique dans les prochains jours afin de rencontrer le Président Andrés Manuel López Obrador et tenter de freiner les flux migratoires continus. Biden a récemment annoncé sa disposition à faire des concessions aux républicains au Congrès concernant son plan frontalier, après qu'ils ont demandé un resserrement concret des politiques d'immigration en échange de l'approbation d'un nouveau paquet d'aide pour l'Ukraine. Dans un contexte connexe, le Président mexicain Andrés Manuel López Obrador a annoncé une conversation téléphonique avec son homologue américain, Joe Biden, pour discuter de questions économiques et d'immigration. Il a souligné la nécessité de développer un plan pour les pays d'Amérique latine et de la région des Caraïbes afin de réduire la migration massive vers le nord. Il a exhorté les États-Unis à envoyer davantage d'aide au développement aux pays d'origine des migrants et à réduire ou éliminer les sanctions imposées à Cuba et au Venezuela.



UNE 'ALERTE TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS' PROVOQUE LA DÉTENTION D'UN VOL DANS UN AÉROPORT FRANÇAIS PENDANT 3 JOURS

Un signalement anonyme aux autorités françaises a conduit à la détention d'un avion transportant 303 passagers en provenance d'Inde au parquet de Paris pendant 3 jours pour suspicion de "traite des êtres humains". Malgré les enquêtes rapides de la France, le pouvoir judiciaire a rapidement révisé la décision de détention en raison de violations des droits de l'homme. Bien que la loi française autorise le maintien d'un étranger arrivant en avion en France et lui interdise de se rendre dans le pays de destination pendant une durée maximale de quatre jours, cette période peut être prolongée à 26 jours par décision judiciaire.

L'incident a commencé jeudi dernier lorsqu'un avion en provenance de Dubaï, en route vers la capitale nicaraguayenne, Managua, a fait une escale pour faire le plein à l'aéroport Vatry en France. Cependant, un passager à bord de l'Airbus A340, exploité par la compagnie roumaine "Blue Air", a déposé un signalement auprès des autorités françaises, indiquant que les passagers pourraient "devenir victimes de la traite des êtres humains". L'informateur a mentionné que les passagers, dont 11 mineurs, tous des travailleurs indiens à Dubaï, prévoient de se rendre en Amérique centrale puis d'entrer illégalement aux États-Unis ou au Canada.

Suite à la notification, le parquet de Paris a lancé une enquête avec l'aide de traducteurs, d'avocats et du personnel de l'aéroport. Les passagers ont été déplacés vers la zone d'attente pour vérifier l'absence de soupçons de traite des êtres humains par un gang organisé. Malgré la décision de la cour de libérer l'avion, la destination du vol a été modifiée vers l'Inde au lieu de continuer au Nicaragua.

Alors que les autorités françaises enquêtaient sur l'incident, la compagnie aérienne a nié toute implication dans la "traite des êtres humains", confirmant qu'elle n'exploitait que quelques vols pour des "passagers non européens". L'ambassade d'Inde en France a également assuré sa communication continue avec les passagers pour leur fournir le soutien nécessaire.



SECÉTAIRE D'ÉTAT BRITANNIQUE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES : L'ÉCHEC À TRAITER L'« IMMIGRATION » DÉTRUIRA LA CONFIANCE ENVERS LES HOMMES POLITIQUES ET LE GOUVERNEMENT



David Cameron, le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, a déclaré que l'absence de mesures pour résoudre la question des traversées en petites embarcations dans la Manche serait destructrice pour la confiance du peuple britannique envers les hommes politiques et le gouvernement. Cette déclaration fait suite aux critiques concernant la législation du Premier ministre Rishi Sunak concernant le transfert des immigrants illégaux au Rwanda.

Cameron a mentionné que la proposition de Sunak est le meilleur projet législatif pour accomplir la tâche, confirmant que le ministère des Affaires étrangères pourrait participer davantage pour aider à la mise en œuvre de l'engagement de Sunak à "arrêter les bateaux". Il a déclaré que des dialogues sur l'immigration pourraient être initiés avec les pays dont les citoyens viennent en petites embarcations en Grande-Bretagne et que de l'aide devrait être fournie.

Il a ajouté : "La présence d'une migration illégale très claire est incroyablement destructrice pour le système d'immigration légale et l'immigration dans n'importe quel pays. C'est aussi destructeur pour la perception que les gens ont de la capacité des hommes politiques et des gouvernements à agir en leur nom."

Arrestation de gangs de contrebande de migrants illégaux et d'armes au profit des Houthis

Les autorités de la garde côtière yéménite ont annoncé avoir réussi à appréhender des "réseaux de contrebande de migrants illégaux et d'armes" sur les côtes yéménites. L'autorité a déclaré dans un communiqué de presse qu'elle avait "arrêté des réseaux impliqués dans la contrebande de migrants illégaux comme couverture et moyen de faire passer des armes et des munitions aux rebelles houthis soutenus par l'Iran", indiquant que cela a été fait "en coordination et en coopération conjointe entre le renseignement de la résistance nationale et la garde côtière du secteur de la mer Rouge".

L'agence de presse officielle yéménite a rapporté que les forces du secteur de la garde côtière de la mer Rouge ont réussi à intercepter un navire transportant des armes et des munitions de contrebande pour le groupe houthi. La garde côtière a reçu des informations de la branche du renseignement général de la résistance nationale sur des armes et des munitions de contrebande destinées au groupe houthi. Cela a incité la garde côtière d'Al-Makha à adapter ses patrouilles maritimes et côtières, atteignant la cible où deux bateaux en bois ont été interceptés, transportant des migrants, des armes et des munitions.



"JABR" ET "NAJM" EXPLORENT LES MOYENS DE COOPÉRATION POUR FAIRE FACE À LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE

L'ambassadrice Naela Gabr, responsable du Comité national de coordination de la lutte contre la migration irrégulière et la traite des êtres humains, a rencontré l'ambassadeur Dr Naimera Negm, directeur de l'Observatoire africain de la migration à l'Union africaine.

Les deux ambassadeurs ont discuté des moyens de coopération entre le comité de coordination et l'Observatoire africain de la migration. L'ambassadrice Naela Gabr a présenté le travail du comité et les efforts déployés pour faire face au phénomène de la migration irrégulière et de la traite des êtres humains. Les ambassadeurs ont également évoqué les modalités de collaboration entre l'observatoire et le comité, en particulier en ce qui concerne la formation et le transfert de l'expérience égyptienne dans l'élaboration de stratégies migratoires vers d'autres pays du continent. Ils ont également discuté de l'échange d'expériences entre des comités nationaux similaires dans les pays africains.

L'ambassadrice Negm a souligné les objectifs de l'observatoire, mettant l'accent sur la collecte de données sur la migration en Afrique en vue de leur analyse et de leur utilisation dans l'élaboration des politiques africaines. Elle a également mentionné les programmes de l'observatoire visant à renforcer les capacités nationales africaines dans la collecte et l'analyse de données sur la migration. L'objectif est de présenter des faits aux décideurs et de fournir des programmes pour faire face à la migration irrégulière, à la traite des êtres humains et à la migration organisée de la main-d'œuvre africaine vers l'Europe.



ZAHRI: CHAQUE NOUVEAU MIGRANT EN EUROPE RÉDUIT LE NIVEAU DE BIEN-ÊTRE DE SES POPULATIONS AUTOCHTONES

Le Dr Ayman Zahri, expert en démographie et études migratoires, a discuté des effets négatifs de la migration irrégulière sur l'Europe. Zahri a déclaré dans des déclarations à la presse que la migration irrégulière représente entre 10 % et 15 % du taux de migration internationale. Il a souligné que les États-Unis, avec leur équilibre entre économie et population, contrastent avec l'Europe, qui est confrontée à des défis en raison du processus migratoire. Il a souligné que chaque nouvelle personne entrante affecte négativement en réduisant le niveau de bien-être des populations d'origine.

Zahri a mentionné que l'Angleterre reçoit 2 millions d'immigrants chaque année, et malgré son rejet de la migration irrégulière, elle a continuellement besoin d'une main-d'œuvre. Il a noté que l'hostilité envers les immigrants a augmenté dans le monde entier en raison des politiques des mouvements d'extrême droite.

Il a expliqué qu'il existe une différence juridique significative entre les réfugiés et les migrants irréguliers. Le droit international permet aux réfugiés d'entrer sans aucun document, soulignant que l'Égypte compte 460 000 réfugiés qui bénéficient de la protection et de la résidence.

Zahri a souligné qu'il n'y a pas de chiffres précis pour la population mondiale des migrants.

TUNISIE : 100 MIGRANTS AFRICAINS APPRÉHENDÉS AVANT DE TENTER LA MIGRATION VERS L'ITALIE



Les autorités sécuritaires en Tunisie ont annoncé l'appréhension d'environ 100 migrants d'Afrique subsaharienne au large de la côte de Sfax avant de tenter un voyage de migration illégale vers l'Italie, lors de deux tentatives de navigation distinctes. La Garde nationale tunisienne a déclaré que la ville de Sfax est un point d'attraction majeur pour les activités de migration irrégulière et les passeurs. Elle, ainsi que d'autres villes tunisiennes, connaît la présence de dizaines de milliers de migrants en provenance de pays d'Afrique subsaharienne, tentant de traverser vers l'Europe.



La marine sauve 54 Syriens de la noyade, et le mois de décembre assiste à une vague importante de réfugiés syriens se dirigeant vers le Liban

La marine libanaise a sauvé 54 Syriens à bord d'un bateau qui coulait dans les eaux de la mer Méditerranée lors d'une tentative de migration irrégulière, au milieu de la guerre et de l'instabilité continues en Syrie.

L'armée libanaise a déclaré dans un communiqué de presse qu'une patrouille de ses forces navales avait réussi à sauver 54 personnes, dont des femmes et des enfants, tous de nationalité syrienne, qui se trouvaient à bord d'un bateau au large de la côte de la ville d'Al-Arida dans le nord du Liban, où les passagers du bateau ont été secourus.

Les frontières libanaises orientales et septentrionales avec la Syrie ont connu une vague importante de réfugiés depuis le début du mois de décembre en raison de la détérioration des conditions économiques en Syrie.

Il est à noter que le Liban accueille 1,8 million de réfugiés syriens, dont 880 000 sont enregistrés auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

